

Transport des grains

Des voix: Bravo!

M. Condon: J'entends parler un député néo-démocrate.

M. Nystrom: Non, non.

M. Condon: Eh bien, permettez-moi de dire quelques mots du Nouveau parti démocratique. Le parti est censé avoir l'appui des syndicats, le parti est censé montrer la voie aux syndiqués, c'est celui qui désire le pouvoir que les syndiqués pourraient lui conférer à la prochaine élection. Mais il vient d'oublier complètement la population canadienne, lors de la grève maritime d'abord, et ensuite lors de la grève postale. Cela il faut le dire à tous les Canadiens. Si j'ai bonne mémoire—elle n'est pas infaillible—il y a deux ans et demi ou trois, le Parlement a été rappelé pour régler une crise qui avait surgi dans la manutention du grain. Cette fois-là encore le NPD a pris fait et cause pour un groupe particulier, en laissant tomber le reste du pays.

Je vais simplement lire la motion d'aujourd'hui pour que les choses soient bien claires. Elle dit ceci:

Que la Chambre blâme le gouvernement de n'avoir pas

a) exigé que les chemins de fer ajoutent 4,000 wagons-trémie et 5,000 wagons couverts réparés à leur parc de wagons à grain; et

b) donné à la Commission canadienne du blé tous pouvoirs pour coordonner toutes les phases du transport des grains et tout autre pouvoir nécessaire pour protéger et amplifier les exportations de grains.

D'une part, l'opposition s'inquiète au sujet des exportations de grain et pourtant, de l'autre, elle va voter à la Chambre contre une motion visant à faire transporter ces produits vers les marchés d'exportations. Tout cela me laisse un peu perplexe. J'espère que les Canadiens remarqueront cette contradiction cependant et qu'ils ne l'oublieront pas lors des prochaines élections.

Je voudrais maintenant passer à la condamnation de la politique gouvernementale par l'opposition officielle. Depuis deux ou trois ans, l'opposition semble avoir adopté pour politique de tout condamner. Elle a parlé brièvement de l'achat de wagons-trémies en soutenant qu'elle aurait fait encore davantage. Le cabinet avait reconnu que notre parc de wagons couverts se détériorait et il a procédé à l'achat d'un total de 8,000 wagons-trémies dont les tranches d'acquisition se répartissent de la façon suivante: 2,000 en 1973; 4,000 en 1974 et en 1975 et 2,000 en 1977 ce qui a coûté en tout environ \$260 millions de dollars. L'opposition n'a pas signalé ce fait ni d'ailleurs le succès évident de ce programme.

L'achat de ces wagons a eu des répercussions importantes sur l'expédition du grain comme les agriculteurs s'en sont d'ailleurs vite rendu compte. Certaines des promesses que nous avons faites aux agriculteurs de l'Ouest seront utiles aussi à leurs homologues de l'Est du Canada. Je tiens à dire aux producteurs de grain de l'Ouest que les gens de l'Est s'intéressent vivement à eux et à leurs problèmes. Lorsque je rentre dans ma circonscription de Middlesex-London-Lambton et que j'écoute mes électeurs parler des problèmes des agriculteurs canadiens, je constate alors que l'agriculteur de l'Est comprend les problèmes de son homologue de l'Ouest même si on constate parfois un certain manque de communication entre eux. Les organisations agricoles se réunissent une ou deux fois par an. Je crois que certains des malentendus qui existent entre l'Est et l'Ouest pourraient être résolus au niveau des agricul-

teurs. Ils ont beaucoup en commun. Ils dépendent des conditions climatiques, du sol, de l'utilisation des fertilisants appropriés; bref, ils ont entre eux un dénominateur commun. Tous ces facteurs pourraient servir à unifier le Canada de la façon dont nous souhaitons tous qu'il le soit.

Le député de Lisgar (M. Murta) a signalé que depuis plus de dix ans le gouvernement n'a rien fait dont puissent bénéficier les agriculteurs de l'Ouest à l'avenir. Je ne suis pas d'accord sur cette affirmation. Je crois le ministre des Transports (M. Lang) de qui relève la Commission canadienne du blé, a davantage à son actif que tous ses prédécesseurs. Il est très facile de dire qu'il faudrait faire davantage mais je crois que l'on doit féliciter ceux qui réussissent à accomplir quelque chose. Il n'y a qu'un certain montant d'argent à répartir entre tous les ministères et les 28 ou 30 membres du cabinet font de leur mieux pour obtenir la part de ces fonds publics qui revient à leur ministère.

M. Mazankowski: Pourquoi a-t-on acheté la Pacific Petroleum Ltd., Nordair et tout cela?

M. Condon: Monsieur l'Orateur, j'arrive bien sûr au cœur du problème, si je suscite des commentaires. Non seulement l'opposition fait-elle ses critiques à tort et à travers mais elle ne propose rien d'acceptable aux électeurs.

Une voix: Déclenchez seulement les élections.

M. Condon: Les députés de l'opposition disent «déclenchez les élections», mais je suis persuadé qu'après ils diront: «Pourquoi avez-vous déclenché les élections?»

M. Stevens: Pourquoi attendre? Allons-y.

M. Condon: Monsieur l'Orateur, j'ai un grand respect pour le critique financier de l'opposition. C'est probablement l'un des plus grands critiques financiers de l'opposition et j'espère qu'il occupera ce poste pendant assez longtemps. J'ai remarqué qu'il s'intéressait aux agriculteurs ainsi qu'à tous les autres domaines de sa compétence. Il est stupéfiant de constater qu'un homme puisse avoir autant de connaissance dans tous les domaines sans n'avoir jamais pu approuver une seule mesure du gouvernement depuis qu'il est critique des finances. Tous ces cris qui s'élèvent du côté de l'opposition, me font croire, monsieur l'Orateur, que j'ai touché le cœur du problème. Il est possible que le prochain orateur des rangs de l'opposition officielle déclare d'emblée au sujet de cette motion: «Vous faites du bon travail» mais je n'en retiendrai pas mon souffle pour autant. Peu importe qu'il y ait un parc important de wagons couverts et de wagons céréaliers si on n'a pas les voies nécessaires pour les faire rouler. Peu importe également l'argent que l'on dépense pour les wagons-trémies. Si le gouvernement a beaucoup fait au cours des dernières années pour remettre en état certaines lignes d'embranchement, il lui est impossible de réorganiser et de moderniser le système tant qu'il ne connaîtra pas la taille et l'ampleur du réseau de base actuel. Il faut commencer quelque part mais les choses ont traîné. Je suis en partie d'accord avec certaines des critiques qui ont été faites. On a laissé traîner les choses et ce, trop longtemps peut-être. Mais aujourd'hui, nous cherchons à faire mieux qu'avant et nous attendons par ailleurs avec impatience les trente ou quarante prochaines années.